

JURIDICTION DE
PROXIMITE
Rue Victor Basch
02322 SAINT-QUENTIN
CEDEX
03.23.06.29.60

RG N 91-10-000013
Minute : 76.10 P

JUGEMENT
du 20/05/2010

JUGEMENT

A l'audience publique de la juridiction de proximité, tenue le 20 Mai 2010 ;

Sous la Présidence de Michel TAQUET, Juge, assisté de Anne Marie LEFEBVRE, Greffière ;

Après débats à l'audience du 11 mars 2010, le jugement suivant a été rendu ;

ENTRE :

DEMANDEUR(S) :

Monsieur F.
Comparant en personne

ET :

DEFENDEUR(S) :

Le fournisseur X
Non comparant, ni représenté

EXPOSE DU LITIGE

Monsieur F. conteste, à l'occasion de son départ, les relevés d'index de consommation effectués par le fournisseur X.

Par déclaration enregistrée au Greffe le 27/01/2010 conformément aux dispositions de l'article 847-1 du code de procédure civile, Monsieur F. a saisi la Juridiction de Proximité à l'encontre du fournisseur X tendant à obtenir un nouveau relevé de ses index de consommation.

Le fournisseur X n'a pas comparu bien que convoqué par L.R. avec A.R. du 25/02/2010. La présente décision sera réputée contradictoire conformément aux dispositions de l'article 473§2 du Code de Procédure Civile.

L'affaire a été appelée à l'audience du 11/03/2010.

A l'audience, Monsieur F. maintient ses prétentions faisant valoir :

qu'il a procédé lui-même à des relevés effectués le 24/11/2009 qui font apparaître :

- en heures creuses : 99589 kws,

- en heures pleines : 15000 kws,

le fournisseur X avait relevé 99523 kws et 15809 kws mais à la date du 03/11/2009.

MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que conformément à l'article 472 du Code de Procédure Civile si le défendeur ne comparaît pas, il est néanmoins statué sur le fond et le juge ne fait droit à la demande que dans la mesure où il l'estime régulière, recevable et bien fondée.

Attendu qu'en vertu de l'article 1315 du Code Civil, celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Que le fournisseur X a réalisé, comme stipulé sur la facture de résiliation, un relevé d'index sur communication du gestionnaire de réseau arrêté au 03/11/2009.

Que Monsieur F. ne produit au soutien de son affirmation que des photos prises par lui-même dont la date du 24/11/2009 ne peut être retenue comme certaine.

Que Monsieur F. ne produit d'ailleurs aucun document, lettre de congé, état des lieux prouvant qu'il aurait quitté son logement à une date certaine.

Que le fournisseur X arrête son relevé le 03/11/2009 alors que Monsieur F. produit des photos datées du 24/11/2009 pouvant laisser penser qu'il a encore accès à son logement après la date de facture de résiliation.

Que Monsieur F. ne produit pas davantage d'attestation, de témoignage ou d'exploit d'huissier confortant ses dires.

Que selon la jurisprudence, nul ne peut se constituer une preuve à lui-même.

Qu'il convient en l'espèce de débouter Monsieur F. de sa demande.

PAR CES MOTIFS

La Juridiction de Proximité statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire et en dernier ressort.

DEBOUTE Monsieur F.

CONDAMNE Monsieur F. aux dépens de l'instance.

Ainsi jugé les jours mois et an susdits et ont signé après lecture faite par le Juge et le Greffier.

Le Greffier

Le Juge de Proximité